

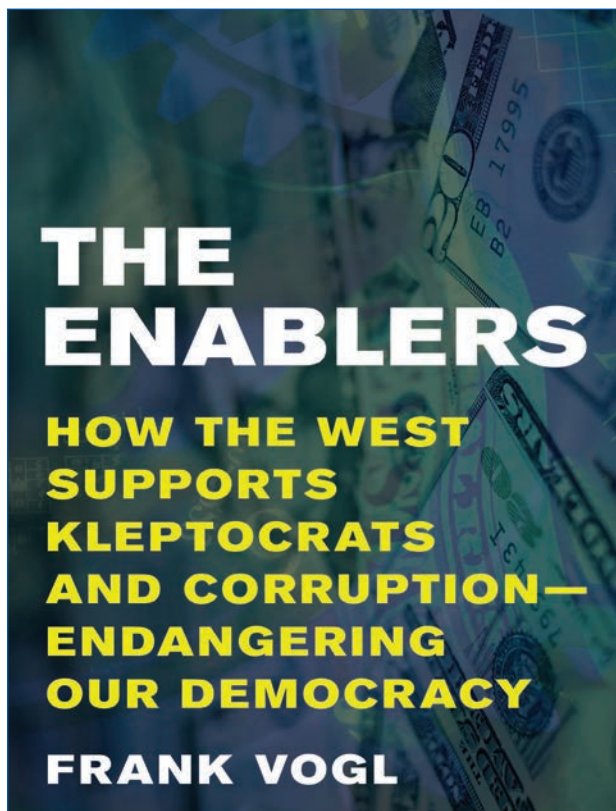
Mosaïque

Une économie financière et politique de la corruption

À propos du livre de Frank VOGL, *The Enablers. How the West supports kleptocrats and corruption – endangering our democracy*, Rowman & Littlefield Publishers, 2021

Par François VALÉRIAN

Rédacteur en chef des Annales des Mines, professeur associé de finance au Conservatoire national des arts et métiers, professeur de finance, régulation et supervision à MINES ParisTech



© Rowman & Littlefield Publishers

Le dernier ouvrage de Frank Vogl nous expose, à partir d'une documentation très riche, une véritable économie financière et politique de la corruption. Le parcours de l'auteur lui a permis de connaître directement un grand nombre des problèmes et enjeux dont il traite. Journaliste, ancien dirigeant de la banque mondiale, cofondateur de Transparency International, universitaire, depuis les années 1970 il a pu observer, et combattre, à la fois la corruption et la manière dont les profits de cette corruption étaient investis.

Il s'agit bien en effet de comprendre que la corruption ne se limite pas au paiement d'un pot de vin en échange d'une faveur induue. L'auteur nous rappelle

combien ce phénomène est important et remonte au «Foreign Corrupt Practices Act» de l'Amérique d'après le Watergate pour retracer les efforts, plus ou moins heureux, pour combattre ce phénomène qui nuit considérablement au développement et fait dans le monde d'innombrables victimes. Vogl cite le FMI et son estimation de coûts mondiaux de la corruption entre 1,5 et 2 % du PIB mondial. Cependant il ne s'arrête pas à ce constat et il suit ce qu'il présente comme sa maxime depuis longtemps : *"Follow the money"*.

L'argent de la corruption est en effet payé à des dirigeants qui sont en fait des cleptocrates, des hommes et des femmes dont l'objectif essentiel, unique, est de piller les ressources des pays qu'ils dirigent. Ces cleptocrates, nous rappelle Vogl dans un chapitre émouvant, ont ruiné les espoirs immenses nés en 1989 et 1990, espoirs d'un monde post-communiste et post-apartheid où la démocratie aurait triomphé partout et le développement économique aurait pu profiter à tous. Leur argent, dans un premier temps, part pour l'étranger, ce qui représente un appauvrissement net pour le pays dont ils ont la charge. Il part pour l'étranger par les circuits des banques, pour être investi dans de l'immobilier, des œuvres d'art, des produits de luxe, le tout avec l'aide d'auditeurs, d'avocats et de consultants.

Tous ces gens, principalement de l'Ouest, banquiers, agents immobiliers, marchands d'art ou de produits de luxe, auditeurs, avocats et consultants, sont les *"enablers"* ou facilitateurs qu'évoque et qu'accuse Vogl dès le titre de son ouvrage. Il nous invite à l'accompagner dans un tour du monde à la poursuite de cet argent illicite, au fil des multiples scandales de ces dernières décennies.

Le monde bancaire est évidemment le principal en cause. Vogl nous rappelle les manipulations de BNP Paribas pour dissimuler ses transactions avec Cuba, l'Iran et le Soudan, les multiples abus commis par HSBC, la flamboyante expansion mondiale de la Deutsche Bank qui a résulté en un long chemin de croix judiciaire et boursier pour une banque qui ne s'est pas encore remise de son hubris. Fin connaisseur du monde bancaire et de ses grands dirigeants, Vogl pointe ce qui est en cause, la culture du risque élevé et du fort profit de court terme censé récompenser cette prise de risque dans l'ignorance, parfois de la loi, et très souvent de l'intérêt général.

Ce dernier point est important dans l'ouvrage de Vogl. Tous les *"enablers"* ne sont pas des criminels au sens étroit de la loi de leurs juridictions. Cependant, ils agissent en ignorant, et souvent en négligeant sciemment, l'intérêt public, un intérêt dont au moins les dirigeants des grandes banques, particulièrement bien rémunérés, devraient se sentir dépositaires. Vogl insiste sur la nécessité d'un changement culturel à l'intérieur des banques ; il reconnaît qu'il ne s'agit pas d'arrêter ou de paralyser toute activité bancaire, mais il nous dit qu'il appartient à la responsabilité des *leaders* des banques de profondément réformer une culture où coexistent la recherche obsessionnelle de la maximisation du profit à court terme, et une pratique formaliste (*"tick-boxing"*) de la conformité à une régulation qui manque l'essentiel. Les sanctions ou transactions judiciaires, même

lourdes mais encore rares, et qui n'atteignent jamais les CEO (de l'anglais *chief executive officer*) des banques sur le plan personnel, sont pour l'heure considérées comme un simple "*cost of doing business*".

Avant de se transformer en superbe appartement londonien, en hôtel particulier parisien ou en villa méditerranéenne, l'argent fait escale dans l'un de ces paradis fiscaux toujours point démantelés. Vogl nous rappelle que 7 trillions de dollars sont déposés aux Îles Caïman et aux BVI, soit 8 % du PIB mondial. Les "Panama papers", plus récemment les "Pandora papers", nous ont rappelé l'importance de ces endroits et l'activité, dénoncée par Vogl, de tous les "*enablers*", avocats, auditeurs, consultants, qui aident à structurer un patrimoine, voire un empire financier comme celui d'Isabel Dos Santos, avec comme points d'appui différents ancrages dans des paradis fiscaux.

Il est d'ailleurs fréquent que des *state-owned enterprises* (SOE) créent des filiales dans des paradis fiscaux au motif d'une recherche de stabilité de change, et alimentent ainsi plus aisément certains de leurs dirigeants en flux illicites.

Une autre approche signalée par Vogl consiste à user de pays jusqu'alors plus ou moins bien réglementés comme de vrais paradis pour les gains illicites. Le commerce de « visas en or », voire de passeports, par différents pays membres de l'Union européenne, permet de jouir en toute impunité des avantages du marché unique européen.

Une fois l'argent mis à l'abri, il peut être investi, et c'est alors que commence ce que Vogl appelle le "*klepto-investing*". L'investissement immobilier tient une place de choix, à "Londongrad" où les agents immobiliers ne contrôlent guère l'origine des fonds, en Amérique du Nord de Vancouver à Miami, en France, à Singapour, à Dubai. Ces investissements tirent vers le haut les prix de l'immobilier et sont facilités par une opacité considérable sur l'identité des principaux bénéficiaires.

Dans l'immobilier comme dans le luxe ou les bijoux, et comme dans la banque, c'est le "*Know your customer*" qui est toujours insuffisamment mis en œuvre, Vogl insiste sur ce point essentiel rappelé par la régulation, mais qui ne semble pas être encore assez entré dans la culture des acteurs. Il appelle à un « saut quantique dans la capacité de mise en œuvre du "*Know your customer*" ».

L'auteur nous décrit donc tout le cycle financier de l'économie de la corruption, mais cette économie est politique autant que financière. Les régulateurs, ou ceux qui sont censés réguler, sont souvent exposés, dans certains pays, au *lobbying* des "*enablers*". La corruption des kleptocrates se déploie aussi à l'abri d'arguments de guerre froide, le blanchiment d'argent depuis l'Azerbaïdjan, au profit puis aux dépens de Danske Bank, a aussi été rendu possible par la recherche américaine d'alliés contre l'Iran, la faillite occidentale en Afghanistan a aussi été largement causée par la corruption ; et Vogl rappelle la longue complicité entre pétrole et corruption, entre défense et corruption.

L'Ouest a trop longtemps toléré la corruption et semble désormais, à la lecture du livre de Vogl, pris à son propre piège. Des "*klepto-debts*", dettes souveraines au motif fallacieux, sont inventées par des kleptocrates avec l'aide de banques occidentales, Crédit Suisse au Mozambique ou Goldman Sachs en Malaisie, et vendues ensuite à des investisseurs. Ces investisseurs en dette souveraine, attirés par les rendements élevés, deviennent ensuite les meilleurs alliés des gouvernements dont ils ont acheté la dette, et, par exemple, s'opposent à d'éventuelles sanctions internationales, comme dans le cas du Belarus. La Russie et la Chine se servent désormais de la corruption comme d'une arme, l'une pour intervenir dans des processus électoraux en Occident, l'autre pour servir son expansion économique mondiale.

Vogl conclut sur la culture au sujet de l'entreprise, une culture de l'éthique et non pas du *tick-boxing* sur des documents de compliance. Au sujet des gouvernements, il est résolument politique. Sa conclusion est sans appel : la corruption mine la démocratie, fausse à la fois les élections et les décisions politiques, et en suscitant la colère des citoyens elle pave la route de populistes qui seront encore plus corrompus, car ils auront aboli tout état de droit. Or Vogl remarque que quand les États-Unis, et tout l'Occident, ont voulu faire la guerre au terrorisme, ils ont su et pu le faire. Le terrorisme était alors et est toujours considéré comme une menace de mort pour les démocraties. Pourquoi donc ne fait-on pas la guerre, avec les mêmes armes, à la corruption ?

Un livre brillant, qui fait réfléchir, et qu'il faut lire pour mieux agir.